

Député et confiné, « je passe ma vie au téléphone »

Très sollicités, les parlementaires servent de relais entre l'Etat et leur circonscription

Mais papa, il est où ton bureau ? Pas facile pour la plus jeune fille de Thibault Bazin, âgée de 2 ans, de comprendre où travaille son père, député. « Le séjour de la maison est devenu mon bureau », explique l'élu Les Républicains (LR), depuis son domicile de Meurthe-et-Moselle. Comme tous les parlementaires, le voilà contraint par l'épidémie de Covid-19 d'exercer ses fonctions confiné. Pas vraiment l'occasion pour lui de voir plus ses trois enfants. « C'est même frustrant car je suis là sans être là ! », relate celui qui dit vivre « la période la plus intense depuis le début du quinquennat en termes de sollicitations ».

Le quotidien des députés confinés est – presque tous le disent – au moins aussi chargé que celui de parlementaire, habituellement partagé entre les déplacements à Paris, le temps à leur permanence et sur le terrain. D'une maison à l'autre, leurs journées se ressemblent, ponctuées de nouveaux rituels : les rendez-vous téléphoniques et les visioconférences. Dans le Calvados, la socialiste Laurence Dumont organise chaque jour un rendez-vous par vidéo avec ses collaborateurs. Un jour sur deux, elle fait, avec les parlementaires de son département et le président du conseil départemental, un point avec la préfecture. Le groupe socialiste organise aussi une réunion tous les deux jours. « J'ai l'impression de passer ma vie au téléphone, mais c'est utile pour essayer de régler des problèmes, aller chercher des infos et faire remonter les trous dans la raquette », raconte la députée.

Car les élus sont sollicités par mail, sur les réseaux sociaux et par téléphone par des habitants de leur circonscription, comme cette vendeuse de crêpes sur les marchés qui a vu son activité cesser du jour au lendemain. « On cherche à savoir à quoi elle va avoir droit dans les aides mises en place », explique M^{me} Dumont. Ces

contacts sont l'occasion de continuer à prendre le pouls de la population. « Ils remplacent la poignée de main sur le marché », ajoute la socialiste.

Dès les premiers jours de la crise, les députés ont été notamment sollicités par des entreprises sur la mise en œuvre des annonces du gouvernement. Les garagistes peuvent-ils rester ouverts ? Thibault Bazin a multiplié les échanges avec ceux de sa circonscription pour trouver des solutions. Les élus mettent également à profit leur réseau. M. Bazin a ainsi contacté des associations de couturières pour la fabrication de masques, ou encore interrogé la préfecture sur le cas de personnes qui fabriquent bénévolement des visières pour les soignants mais ne savaient pas quelle case cocher dans leur formulaire de déplacement dérogatoire.

Dans les Bouches-du-Rhône, le communiste Pierre Dharréville surveille comme le lait sur le feu l'activité d'ArcelorMittal à Fos-sur-Mer. L'usine va être mise à l'arrêt totalement, mais il ne s'agirait pas que ses portes ne rouvrent pas à la fin de la crise. Les contacts avec les cabinets ministériels sont précieux pour « obtenir des assurances » de la part du groupe sidérurgique, raconte le député.

« J'ai repris le stéthoscope »

« On est essentiellement des relais », résume Marie Tamarelle-Verhaeghe, élue La République en marche (LRM) de l'Eure. Les députés remontent les problématiques du terrain à Paris et dans les préfectures. « On n'a jamais eu autant d'échanges avec les cabinets ministériels et ils nous répondent assez vite contrairement à d'habitude », se félicite M. Bazin. Parmi les dossiers qui ont beaucoup occupé les députés figure le rapatriement de ressortissants français à l'étranger. « J'en ai au Pérou, aux Philippines, j'en avais au Chili, au Japon », énumère le député morbihan-

nais Paul Molac (Libertés et territoires). Les parlementaires saisissent le Quai d'Orsay et informent les ressortissants sur les démarches à suivre.

Une poignée de députés ont quand même repris le chemin de l'Assemblée nationale entre les 19 et 22 mars pour l'adoption des deux lois d'urgence, dans des conditions exceptionnelles. Dans l'Hémicycle, seuls trois élus par groupe étaient autorisés. « En vingt-sept ans de mandat, je n'ai jamais connu ça, s'exclame Charles Courson, député centriste de la Marne. A chaque fois qu'on utilisait le micro, un huissier venait faire "pschitt pschitt" pour le nettoyer ! » Ses collègues et lui ont « pique-niqué » avec des plateaux-repas qui leur étaient fournis, l'ensemble des services de restauration du Palais-Bourbon étant fermés. « J'ai eu la mauvaise idée de prendre un risotto, il était froid ! », plaisante M. de Courson. Les députés qui n'étaient pas sur place ont tout de même contribué à l'écriture de la loi. De son domicile lillois, l'élu La France insoumise Ugo Bernalicis a envoyé des arguments à ses collègues présentes dans l'Hémicycle, tout en gardant un œil sur son fils de 3 ans et demi. Il surveille à présent les différentes ordonnances qui sont prises par le gouvernement.

A l'exception des questions au gouvernement, qui continuent de se tenir une fois par semaine, l'activité des députés va se concentrer en circonscription. Certains d'entre eux, issus de professions médicales, ont renoué avec leurs anciennes fonctions. « J'ai repris le stéthoscope », raconte Philippe Chalumeau, député (LRM) d'Indre-et-Loire. Il a retrouvé ses consultations dans son cabinet médical, ses gardes de médecin régulateur auprès du centre d'appel du 15 et ses fonctions de médecin coordonnateur en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad). En première ligne

pour aider à la gestion de crise, l'élu y mesure aussi l'impact des décisions gouvernementales. « Je travaille de très près avec la préfète car j'ai énormément de remontrances de mes confrères », souligne-t-il. Il en a déjà acquis une conviction : « Il y aura un avant et un après en matière de gouvernance, il faut revoir l'organisation territoriale de la santé. »

Pour ceux qui ne sont pas médecins, ne pas pouvoir aller sur le terrain est parfois vécu comme une « frustration », raconte Fabien Gouttefarde, député (LRM) de l'Eure. Des collègues se posent la question de faire des maraudes, d'aller au contact des entreprises. Certains veulent s'inscrire dans la réserve civique, c'est une autre manière d'avoir l'impression de se rendre utile. « Je n'exclus pas d'aller me signaler auprès du réseau associatif local pour faire du bénévolat », confie Ugo Bernalicis.

Pour M. Gouttefarde, l'urgence pour les députés est de commencer à penser à l'après. « Il va falloir réfléchir à un système compatible avec un déficit important, une récession économique, dans un premier temps, des taux de prélèvements obligatoires qui ne pourront pas être augmentés et répondre à une préoccupation écologique qui va assez mécaniquement augmenter, anticipe le député « marcheur ». On a deux mois pour réfléchir à un nouveau modèle, c'est court ! »

Les autres partis aussi espèrent prendre ce temps de réflexion sur l'après. Depuis le début de la période de confinement, le communiste Pierre Dharréville rédige sur son site Internet un « cahier de crise » quasi quotidien. « Mais plus ça va, plus je passe du temps à essayer de régler des problèmes, moins j'ai le temps de réflexion que j'avais réussi à dégager en début de confinement, y compris ce temps d'écriture », regrette-t-il. La vie de député presque comme avant. ■

MANON RESCAN